

A. C ! LA CGT, ET LE SYNDICALISME

Premier bilan : le 12 mars, la CGT a mobilisé deux cent mille personnes dans tout le pays «Pour le droit au travail - le droit de vivre». Le 20 mai, elle a encore rassemblé deux mille privés d'emploi pour mieux organiser son intervention. Pendant tout le mois de mai, les marcheurs d'A.C. ! ont remué les cités qu'ils traversaient. A Paris, le 28 mai, après trois mois de campagne, trente mille personnes, dont la moitié de chômeurs les ont accueillis. Et après ?

Toutes ces échéances et mobilisations sont importantes. Mais, pour passer à l'offensive contre le chômage et l'exclusion, il faut marquer des points dans les têtes et sur le terrain.

Une des ambitions d'A.C. ! a été de redonner le goût de se rencontrer et d'agir à des gens complètement différents.. Le 12 mars, la convergence organisée par la juxtaposition, aux côtés de la CGT, de diverses organisations et associations a été un réel succès organisationnel. L'idée d'A.C. ! c'est d'aller plus loin, en constituant un carrefour militant capable de réunir *en permanence* des énergies et compétences complémentaires pour enfin agir en

dynamique contre le chômage et l'exclusion.

BESOIN D'UNE SYNERGIE

Chacun dans son coin on est sûr de perdre. Chacun sur son périmètre d'action est déjà trop faible pour inverser le cours des choses. Dans la CGT, il est aujourd'hui acquis que de simplement chercher à se rassembler autour d'elle ne peut faire office de démarche unitaire. D'autre part, elle fait clairement le constat que, en pratique, son syndicalisme laisse de côté les P.M.E., le tertiaire, les jeunes, les précaires et les chômeurs. Mais déjà ce constat s'avère limité. Par la force des choses ... et des marcheurs le combat d'A.C. ! contre le chômage est devenu, aussi, celui contre l'exclusion.

Si la bataille de l'emploi et celle d'une réduction massive du temps de travail ne peuvent être gagnées "boite par boite", on ne peut avancer qu'à partir de luttes exemplaires (par exemple celles menées par la CGT à La Ciotat et à Sud-Marine à Marseille). Cependant, seul un mouvement national permanent sera en mesure de valoriser à grande échelle la mémoire de ces luttes, les acquis obtenus et la démarche qui permet de faire converger salariés, chômeurs et population.

Dans la CGT, A.C. ! est apparu au début comme illégitime : pas d'antériorité, pas une force à proprement parler syndicale ... Sur cette question, il faut tenir compte de la tension persistante entre les comités de chômeurs CGT et l'APEIS. Cette appréciation a

commencé à évoluer à partir du succès des assises tenues par A.C. ! en janvier, car la légitimité vient de la capacité à agir concrètement.

A.C ! RENCONTRE LE SYNDICALISME CONFÉDÉRÉ

Malgré de nombreuses péripéties, la relation d'A.C. ! avec le syndicalisme CGT s'est peu à peu améliorée. Par exemple, sa présence à Paris le 1er mai a été remarquée, comme son absence l'avait été le 12 mars. Alors que la confédération CFDT, à l'encontre de nombre de ses structures et de ses militants, a ignoré délibérément, et combattu, la démarche d'A.C. !, la commission exécutive de la CGT de début mai a appelé à conjuguer la réussite de l'initiative CGT du 20 mai et la participation à la manifestation d'A.C. !. Cette position fut confirmée par un communiqué de presse. Enfin, la CGT n'a pas signé l'appel national pour le 28 mai, et c'est regrettable; mais les marcheurs ont souvent rencontré le soutien des unions locales (CGT, CFDT), sur leur parcours, surtout en province. Ils ont apprécié en particulier les rencontres à l'initiative de syndicats d'entreprise avec des salariés en débrayage (Perrier dans le Gard, Renault au Mans, Christofle à Saint-Denis, Rhône-Poulenc à Vitry-sur-Seine ...)

En faisant irruption sur les lieux de travail, les chômeurs n'étaient plus des statistiques, les SDF n'étaient plus des images de télévision du début de l'hiver : ils re-ven-diquaient. Ils ont bien constaté que, sans syndicalisme, cela n'aurait pas été possible.

Enfin, le 28 mai, des délégations de province et du bureau confédéral de la CGT ont participé à la manifestation.

Avec l'interpellation d'A.C. !, le débat sur l'unité d'action, sur son contenu, sur une démarche conver-

gente entre des forces d'origines diverses prend un tour nouveau. Le pire serait de s'arrêter aux étiquettes et aux réticences.

UNITÉ ET CONVERGENCES

Par exemple, au comité confédéral national de la CGT de l'automne 1993, une idée est venue dans le

débat : à partir d'une démarche unitaire, la construction d'un meilleur rapport de forces rend les salariés plus confiants dans l'action collective, plus audacieux, leur mouvement devient alors plus revendicatif. L'expérience unitaire enrichit l'identité de chacun. Celle-ci n'est jamais appelée à rester telle quelle.

La coopération entre A.C. ! et les organisations syndicales est en réalité

plus nuancée qu'il n'y paraît; mais, pour un mouvement à long terme contre le chômage, le soutien des confédérations est indispensable. En six mois d'existence, les premiers pas d'A.C. ! sont prometteurs. A.C. !, les organisations syndicales et les organisations de chômeurs peuvent ensemble ouvrir des routes sur lesquelles personne n'a encore marché.

Jean-François PERRAUD.

CFDT : LA DIRECTION CONFÉDÉRALE A VU LE DIABLE

La Commission Exécutive confédérale (C.E.) de la CFDT a sans doute raté une bonne occasion de se taire en publiant une mise en garde interne à l'encontre d'A.C.

Daté du 28 décembre 1993, un extrait de ce texte suffit à édifier le lecteur sur les monstres qui hantent les jours et les nuits de ces dirigeants. Il s'agit d'une «mise en garde» contre «une nouvelle tentative de pression politique sur les organisations syndicales, voire de déstabilisation fomentée par la LCR, les renovateurs du PCF, les catholiques de gauche, le Mouvement des Citoyens, l'AREV et les tendances Khmers verts et Rouge-verts des mouvements écologistes». Elle ajoutait, pour pimenter la sauce, que A.C. s'intéressait surtout à l'argent des syndicats ...

La tentative d'intimidation, que visait ce texte, a largement échoué. Cinq fédérations, trois Unions régio-

nales, une vingtaine d'Unions départementales, des dizaines et des dizaines de branches et de syndicats, sans aucun état d'âme, ont franchi le feu rouge allumé par la C.E..

L'analyse que contient ce texte, que la réalité a évidemment fait voler en éclats, ne grandit pas non plus la C.E. confédérale. La vision policière qui fait d'A.C. l'instrument machiavélique de groupuscules d'extrême gauche, de Verts fondamentalistes, de réseaux catholiques de gauche ... laisse pantois. D'autant que, ensuite, la C.E. confédérale s'effare de l'«incompréhensible couverture médiatique» dont a bénéficié A.C. ! Serait-ce que la presse elle-même est noyauté par l'extrême gauche ?

Le crime principal reproché à A.C. ! est sa prétention de construire un mouvement social contre le chômage; comme si la lutte contre le chômage, pour le droit à l'emploi, n'appelaient pas la mobilisation des plus larges forces sociales, syndicats, associations, intellectuels et chômeurs, bien sûr ! On pourrait dire qu'à

l'inverse il y a beaucoup de ridicule dans la prétention de la C.E. confédérale qui affiche sa volonté de s'approprier l'action contre le chômage et l'exclusion en restant d'ailleurs largement au niveau de discours incantatoires.

Finalement, ce mouvement social contre le chômage et les exclusions, A.C. l'a débuté. Avec, sans mythification particulière, un certain succès. Dans les marches et la manifestation finale, plusieurs dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées. Nombreux y étaient les militants CFDT. Sans doute y ont-ils trouvé l'action que la C.E. confédérale a choisi de désertir, en abandonnant son propre appel à l'action prévu le 26 avril.

Prise par ses monstres (le diable gauchiste, le communisme hideux, etc.), la C.E. confédérale rêve à l'harmonie sociale enfin trouvée grâce à un patronat et un gouvernement aussi bons que le Bon Dieu et son Fils. Pendant ce temps, la vie continue.

Pierre COURSA-SALIES

AC! : Ce n'est qu'un début...

Les 250 collectifs d'AC! n'en sont pas tous au même point. L'originalité et la force d'AC! c'est la transversalité et la diversité sociale du mouvement. Ce bilan prouve qu'on peut recréer des liens entre réseaux de militants et commencer à agir ensemble contre le chômage et toutes les exclusions. Exemples.

C'est dans un contexte de quasi-inexistence de mouvement organisé de chômeurs qu'est apparu AC! sur **Strasbourg** voici six mois.

"Il n'existait en effet sur le département", explique José Gomez, "qu'un petit comité de chômeurs basé sur Strasbourg mais qui avait néanmoins mené une campagne sur les transports gratuits au 2^e-semestre 93".

Une des tâches essentielles du collectif local reste de susciter la création et le renforcement d'organisations autonomes de chômeurs et d'exclus. Le collectif strasbourgeois a démarré ses activités avec l'appui de la FSU (SNES) et surtout du SNUI (local, tirage de tracts) mais également de la LDH et de SUD. Le collectif est maintenant hébergé par la Maison des Potes (SOS Racisme). Sur la quarantaine de personnes qui ont participé à au moins une réunion du collectif, la composition est la suivante : 35% de chômeurs, 25% de syndicalistes, 15% d'associatifs et 25% d'autres. José Gomez souligne "le manque d'insertion dans les confédérations : pas de CGT (malgré la venue à deux reprises d'observateurs de l'UD), pas de CFDT appartenant aux fédérations ayant lancé AC!". Plus d'une cinquantaine de personnes était au départ de la marche le 1er mai mais sans le soutien de la CGT. Pour la manifestation nationale un car a pu monter à Paris avec des membres d'AC!, des membres du collectif de Chômeurs Neuhoef et d'étudiants, surtout de l'UNEF. Le collectif local entend poursuivre

l'action autour des transports avec un temps fort qui sera l'inauguration du Tram strasbourgeois et la création d'une maison des solidarités.

Le collectif de **Caen** regrette également la faiblesse de la mobilisation syndicale : *"quelques cortèges CGT, dans les départements ou les régions, ou CFDT, mais aucune présence des directions confédérales alors qu'on notait celle des fédérations de l'Education Nationale, une poignée de militants de la FEN et une plus forte présence, dans ce désert, du cortège de la FSU."* Les bas-normands étaient 300 à 350 à la manifestation parisienne. Deux cars de Flers, deux d'Alençon, et deux de Caen ont permis cette montée. C'est pour le collectif "une réussite relative. On aurait espéré beaucoup plus".

Sur **Lyon**, la coordination régionale regroupe 7 à 8 comités de quartier ou de municipalités (Vaux en Velin, St Priest, Villeurbanne, Vénissieux). Ils représentent près de 200 personnes qui militent activement dans AC!. Les syndicats impliqués dès le départ dans AC! sont la FSU, CRC, l'UPR CFDT Cheminots, la CFDT ANPE, et SUD. *"L'infrastructure a reposé sur eux et beaucoup se sont insérés par la suite"*, raconte Jean-Michel Drevon. Il indique que *"nos relations avec l'UD CFDT ont été de bonne compagnie. Ils sont venus à l'arrivée sur la marche, ils nous soutiennent sans nous soutenir tout en nous soutenant. C'est une relation assez correcte. La CGT, c'est une relation comme d'habitude difficile. C'est-à-dire qu'ils reçoivent jamais nos courriers, mais ils étaient là à l'arrivée sur la marche. Mais dès qu'ils peuvent nous ignorer, ils nous ignorent. On a toujours eu une démarche d'association vis-à-vis d'eux. On les a toujours invités à tout ...y compris au 1er mai où ils étaient présents ès-qualité dans le débat sur la réduction du temps de travail. Les UNEF ont participé et nous soutiennent mais il manque de militants"*. Deux asso-

ciations de chômeurs sont partie prenante de AC!. Elles se développent de façon autonome. L'association "La CRISE" intervient sur le logement (équivalent du DAL). Elle s'est développée sur Lyon et s'est bien intégrée dans AC!. Quand la marche est arrivée à Bollène, Jean-Michel Drevon avoue qu'il y a eu "un effet de surprise. Ca a créé des débats, des discussions y compris dans AC! Lyon sur le fait que la forte participation dans la Marche des exclus déportait le débat de la question du temps de travail à la question de l'exclusion. Les syndicalistes avaient du mal à s'y retrouver. Il y a eu des débats assez difficiles et certains se demandaient si on pouvait continuer ensemble. Ce problème a existé, il existe toujours d'ailleurs mais il s'est beaucoup relativisé". Pour la suite, le collectif prépare la réunion du 17 septembre. Il a envoyé 400 lettres avec un bilan et un texte pour voir comment ils vont se structurer.

C'est le 3 décembre 93 que s'est tenue la première réunion d'AC! à **Lille**. Une centaine de participants sont venus de tous horizons et représentant de nombreuses organisations : UL CFDT de Lille, CFDT ANPE, FSU, SNUI, SUD, JOC, MRJC, Confédération Paysanne, CSF, LDH, COORACE, ... ; et surtout deux associations de chômeurs : le réseau ACADE-MNCP de Béthune - Aire sur la Lys et l'ADEC-UNAC de Villeneuve d'Ascq. Le collectif Nord Pas de Calais a eu le projet ambitieux d'organiser 3 marches parallèles à partir de Dunkerque, Tourcoing et Maubeuge avec une trentaine de marcheurs permanents. Ce sont plus de 1100 nordistes qui défilèrent le 28 mai derrière la banderole "AC! Nord Pas de Calais" dont plus de la moitié sont chômeurs. AC! continue et des nouveaux collectifs se créent. Une maison de la solidarité devrait voir le jour prochainement sur Lille puis Arras, Roubaix,...

René Seibel